



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 28 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TRIS Recyclage Valorisation

Zone de Belleville - Route de Belleville
Saint Pierre Montlimart
49110 Montrevault-Sur-Èvre

Références : EC-2025-447-AUTO-TRIS-Montrevault-sur-Evre-RAP

Code AIOT : 0006303445

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/09/2025 dans l'établissement TRIS Recyclage Valorisation implanté Zone de Belleville - Route de Belleville Saint Pierre Montlimart 49110 Montrevault-sur-Èvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite se déroule dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIS Recyclage Valorisation
- Zone de Belleville - Route de Belleville Saint Pierre Montlimart 49110 Montrevault-sur-Èvre
- Code AIOT : 0006303445
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Depuis 2004, La société TRIS est spécialisée dans le transit, regroupement et démantèlement des DEEE (Déchets d'Équipements Électriques et Electroniques) et de déchets non dangereux.

Suite à son rachat en 2019, elle est devenue une filiale du groupe RD SAS spécialisée dans le traitement de déchets dangereux.

Les activités historiques de traitement des matériels informatiques ont été renforcées avec des activités de transit, regroupement et traitement d'autres déchets dangereux issus des activités industrielles.

Le site est exploité sous couvert d'un arrêté préfectoral consolidé en date du 17 mars 2022.

A l'issue de la visite d'inspection du 6 février 2024, l'inspection des installations classées avait demandé, entre autre, à l'exploitant de :

- mettre à jour son étude de dangers (point de contrôle n°15), modélisation des flux thermiques transmis à l'inspection le 24 juin 2024 ;
- mettre à jour le plan de localisation des stockages (point de contrôle n°16), plan des stockages transmis à l'inspection le 24 juin 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.4.4	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.6.3	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	3 mois
5	Mise à jour de l'étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 1.6.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	4 mois
6	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 5.2.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	4 mois
7	Modification des installations	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46	/	Mise en demeure, respect de prescription	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées constate que la mise à jour de l'étude de dangers a été réalisée de façon parcellaire et n'est pas cohérente avec celle de 2020. Les stocks de batteries lithium (batteries d'outillages, ordinateurs portables à reconditionner et batteries usagées) n'ont pas été pris en compte dans les éléments fournis par l'exploitant et les lieux de stockage des batteries n'apparaissent pas sur les plans fournis par l'exploitant.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- procéder à la vérification du débit total simultané des deux poteaux incendie ($150 \text{ m}^3/\text{h}$) ;
- mettre à jour l'étude de dangers dans le cadre du dépôt d'un porter à connaissance (PAC) ;
- mettre à jour les plans des stockages dans le cadre d'un PAC ;
- déposer un PAC afin de porter à la connaissance du Préfet toute évolution des conditions d'exploitation de l'installation par rapport à l'arrêté préfectoral du 17 mars 2022.

Du fait des manquements relatifs aux conditions d'exploitation de l'arrêté préfectoral du 17 mars 2022, l'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de déposer un PAC, dans un délai de 4 mois, afin de mettre à jour les conditions d'exploitation des installations. A cette fin, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est joint au présent rapport.

L'inspection des installations classées constate également que les campagnes d'analyse des PFAS prévues par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 n'ont été réalisées que partiellement, 20 PFAS sur les 28 demandés ont été recherchés.

L'inspection des installations classées demande sous 4 mois, à l'exploitant, de réaliser de nouveau ces campagnes d'analyse, en y incluant l'ensemble des PFAS recherchés (20+8).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des risques technologiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection et extinction automatique
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : ... /... Le broyeur de déchets solides souillés est équipé d'un système de détection incendie associée à une extinction automatique (canon à poudre). .../...
Constats : L'inspection des installations classées constate que : <ul style="list-style-type: none">- une caméra thermique a été installée pour détecter un départ de feu ;- un système d'arrosage automatique a été installé (buses d'arrosage alimentées par une réserve d'eau de 2 m^3 via un surpresseur) ;- une caméra située au dessus du broyeur permet à l'opérateur de voir l'intérieur du broyeur en

fonctionnement.

L'inspection des installations classées conclut que l'installation est équipée d'un système de détection automatique d'incendie et d'un système d'extinction automatique d'incendie.

Toutefois, les moyens d'extinction automatique mis en place n'intègrent pas de canon à poudre comme indiqué dans l'article 7.4.4 de l'arrêté préfectoral. Des éléments de justification doivent être apportés dans le porter à connaissance demandé au constat n°7.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de justifier dans le porter à connaissance demandé au constat n°7, du remplacement du système d'arrosage automatique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3

Thème(s) : Situation administrative, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les rapports d'analyses des trois campagnes de détection des PFAS :

- rapport d'analyse n°100218695-001-1 du 8 mars 2024 (prélèvement 11 janvier 2024), 20 PFAS cherchés, 2 détectés ;
- rapport d'analyse n°100218696-001-1 du 3 avril 2024 (prélèvement 8 février 2024), 20 PFAS cherchés, 6 détectés ;
- rapport d'analyse n°100218698-001-1 du 3 avril 2024 (prélèvement 11 mars 2024), 20 PFAS cherchés, 4 détectés.

Les prélèvements ont été réalisés par l'APAVE (n°accréditation 1-7202), les analyses ont été réalisées par le laboratoire AL-West B.V. (accréditation n°EN ISO/IEC 17025:2017 -numéro d'enregistrement : L005 valable du 22-12-2021 au 01-09-2024)

L'inspection des installations classées conclut que :

- l'exploitant a réalisé partiellement les 3 campagnes d'analyse des PFAS prévues par l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ;

<ul style="list-style-type: none"> - les analyses effectuées ne portent pas sur l'ensemble des 28 PFAS prévus dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 ; - les résultats des trois campagnes sont saisis sous GIDAF.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, sous 4 mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser de nouveau les 3 campagnes d'analyses prévue à l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023, en y incluant l'ensemble des substances recherchées (20+8) ; - transmettre les résultats à l'inspection des installations classées ; - saisir les résultats sous GIDAF.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 3 : Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article R. 541-43</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Traçabilité des déchets – utilisation du Registre national</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1^{er} janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.</p> <p>[...]</p> <p>III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les</p>

données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.

La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que l'exploitant est inscrit sur Trackdéchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

.../...

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque partie des installation ;
- deux poteaux incendie (PI n°10106 et PI n°10121) situés à moins de 100 m du site, protégés contre le gel.

L'exploitant s'assure périodiquement de la disponibilité du réseau d'incendie. En particulier, il s'assure que les poteaux d'incendie ont un débit total en simultané de 150 m³/h.

Il s'assure auprès du gestionnaire du réseau que le poteau d'incendie n°10106 de débit de 120 m³/h à 12 bars de pression dispose d'un réducteur de pression afin que la pression dynamique ne dépasse pas 8 bars.

Constats :

L'inspection des installations classées constate que :

- les poteaux d'incendie n°10106 et n°10121 ont été vérifiés le 15 mai 2024 par le gestionnaire du réseau (rapport SAUR) ;
- le débit simultané des deux poteaux incendie n'a pas été mesuré.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de procéder à la vérification du débit total en simultané des deux poteaux incendie (150 m ³ /h).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Mise à jour de l'étude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 1.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Ajout zone de stockage de PAM
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 30 juin 2024
Prescription contrôlée : <p>Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées (courrier du 24 juin 2024) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une modélisation des flux thermiques en cas d'incendie des matières plastiques (broyat de petits appareils en mélange PAM) dans l'une des trois alvéoles de stockage (réf 797715/22146154-1 du 31 mai 2024) ; - la détermination des distances d'effets par le logiciel Flumilog en date du 21 mai 2024. <p>L'inspection des installations classées constate que les hypothèses suivantes ont été posées pour l'étude de dangers :</p> <ul style="list-style-type: none"> - seul l'incendie des cellules 1 et 3 (les plus grandes, 94,5 m² chacune, encadrant la cellule 2 centrale) est modélisé (voir photos) ; - les parois séparatives des alvéoles sont des conteneurs maritimes ; - l'incendie de la cellule 2 (centrale et la plus petite, 60,8 m²) n'est pas modélisé. <p><u>L'étude Flumilog de 2024 conclut que :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - il n'y a pas de propagation d'une cellule à une autre ; - le scénario de l'embrasement général des cellules n'est pas envisagé. <p>L'inspection des installations classées constate également lors de la visite d'inspection du 24 septembre 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les <u>conteneurs maritimes ne sont pas vides mais servent de lieu de stockage de déchets</u>

inflammables divers (poudre de peinture, contenants plastiques, poussières de bois) ;

- les alvéoles sont pleines et des IBC sont utilisés pour les fermer pour éviter qu'elles ne débordent ;
- présence dans le bâtiment principal, d'un nouveau local dédié au stockage de batteries au lithium (batteries d'outillages, de PC à reconditionner), d'un volume d'environ 20 m³.

L'inspection des installations classées constate que dans l'étude de dangers fournie en 2020 dans le dossier de demande d'autorisation :

- les alvéoles de stockage sont séparées par des conteneurs maritimes vides ;
- le stockage de PAM se fait dans 2 alvéoles de 70 m² chacune (pour un volume d'environ 200 m³ chacune) contiguës et une autre identique à quelques dizaines de mètres ;
- **la conclusion est qu'il y aura propagation du feu et effets dominos sur l'alvéole voisine.**

L'inspection des installations classées conclut que :

- la modélisation du scénario incendie réalisée par l'exploitant en 2024 n'est pas cohérente avec celle de son étude de dangers réalisée en 2020 ;
- la mise à jour de l'étude de danger demandée à l'issue de l'inspection du 6 février 2024 n'a pas été réalisée de façon exhaustive (les conteneurs ne sont pas vides, le local de stockage de batteries lithium n'est pas identifié sur le plan et non inclus dans l'étude de dangers, etc...) ;
- les conditions d'exploitation ont évolué depuis l'AP du 17 mars 2022.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, compte tenu des modifications apportées à ses installations, de déposer un porter à connaissance - PAC (voir PC7) dans un délai de 4 mois intégrant la mise à jour de son étude de dangers et y incluant de façon exhaustive toutes les modifications réalisées sur le site depuis le dossier d'autorisation de 2020 (en particulier le local de stockage des batteries lithium, le stockage des batteries usagées, les éléments constituant les parois séparant les alvéoles de stockage, les effets dominos pouvant être générés, le changement des moyens d'extinction incendie, etc...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 6 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/03/2022, article 5.2.4

Thème(s) : Situation administrative, Plan de localisation des stockage

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 06/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 30 juin 2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour, un état des stocks hebdomadaire présents dans l'installation par catégorie de déchets. Cet état des stocks est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et

des services d'incendie et de secours ainsi qu'un plan de localisation des stockages.
Constats : L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les plans de stockages des déchets (courrier du 24 juin 2024). L'inspection des installations constate que ceux-ci ne sont pas à jour. Le local de stockage des batteries lithium n'y figure pas, les stockages des batteries usagées non plus, etc... .
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant, dans le cadre d'un PAC (voir PC7), de tenir à jour un plan de localisation des stockages.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 7 : Modification des installations

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R.181-46
Thème(s) : Situation administrative, Modification notable
Prescription contrôlée : .../... II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, <u>avant sa réalisation</u> , par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. .../...
Constats : L'inspection des installations classées constate que : - les lieux de stockage des déchets des petits appareils en mélange (PAM) dépollués ne correspondent pas à ceux indiqués dans le dossier initial d'autorisation déposé en 2020 ; - les lieux de stockages des batteries (outillages, à reconditionner, usagées) ne sont pas indiqués sur les plans ; - les moyens d'extinction incendie mis en place ont été modifiés ; - les conditions de stockage des déchets sont différentes de celles prévues dans le dossier de demande d'autorisation ; - l'étude de dangers n'est pas à jour.

L'inspection des installations classées conclut que cela correspondant à une modification notable des installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de déposer un dossier de porter à la connaissance auprès du préfet afin de l'informer des modifications d'exploitation réalisées sur le site.

L'exploitant veillera à exposer les nouvelles conditions d'exploitation et notamment :

- l'identification des nouveaux déchets présents et les quantités maximales stockées correspondantes ;
- la localisation des stockages ;
- la maîtrise des risques ;
- etc. .

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 4 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Prévention des risques technologiques



broyeur sous auvent avec caméra thermique



broyeur : arrivée d'eau pour les buses d'extinction



broyeur :buses d'extinction automatique



broyeur :surpresseur



*broyeur :réserve d'eau extinction
automatique*

N°5 : Mise à jour de l'étude de dangers



*Zone de stockage extérieure : vue aérienne
des alvéoles*



*Zone de stockage extérieure :alvéoles de
stockage fermées par des IBC*



Intérieur d'un conteneur maritime : fûts métalliques



Intérieur d'un conteneur maritime : poudre de peinture



*Intérieur d'un conteneur maritime :
poussières de bois*



*Intérieur d'un conteneur maritime :
récipients plastiques*

N°6 : Etat des stocks



Local de stockage des batteries au lithium